



CIBLE

Continuité

Il y a à l'Élysée un conseiller pour les affaires macroéconomiques. C'est Emmanuel Macron, qui va bientôt quitter ses fonctions. Ce très brillant sujet sera remplacé par Laurence Boone.

Ceux qui ont cru que François Hollande avait la finance pour ennemie ont fait part de leur indignation : la nouvelle conseillère en macroéconomie travaillait à Londres comme *Managing Director et chef économiste Europe de Bank of America Merrill Lynch Global Research* !

Au contraire, cette nomination souligne une très remarquable continuité. Avant d'entrer à l'Élysée, Emmanuel Macron était associé-gérant à la banque Rothschild et se déclarait « de gauche », comme son ami Jean-Pierre Jouyet qui est secrétaire général de la présidence de la République après avoir été secrétaire d'État aux Affaires européennes dans le gouvernement Fillon... et qui a lui-même choisi Laurence Boone.

Dès le début de son mandat, François Hollande s'est entouré de représentants du capitalisme financier. Il persévère, sans voir que sa ligne « macroéconomique » est un échec sanctionné dans les urnes par une majorité de Français.

Espagne

Viva el rey !

BNP

Banques
et finance

p. 2

Idées

Pierre-André
Taguieff

p. 9

Banques et finance

L'affaire BNP agite les milieux économique et politique depuis plusieurs semaines. Au delà de la simple question d'actualité, il s'agit de s'interroger sur l'exercice par les Américains d'un contrôle sur la finance mondiale.

La BNP est accusée par les autorités américaines d'avoir financé, entre 2002 et 2009, l'Iran et le Soudan en permettant à des sociétés d'acheter du pétrole produit par ces États.

La banque leur aurait prêté de l'argent en échange d'une garantie sur le pétrole acheté. (1) Dans l'hypothèse où le débiteur ne payerait pas, la BNP pourrait saisir la marchandise.

Le problème est que ces opérations auraient été effectuées en dollars à partir de comptes américains depuis des bureaux basés en France et en Suisse ; les sommes devaient être compensées (prélevées et versées) par les chambres de compensation américaines.

Or, les États-Unis se déclarent compétents pour juger de toute opération se déroulant sur leur sol. Il faut savoir qu'aujourd'hui le dollar est la monnaie de réserve la plus courante et la plus fiable (plus de 60 % des réserves mondiales) et donc la BNP n'avait guère le choix, d'autant plus qu'il s'agissait de pétrole pour lequel on utilise essentiellement le dollar.

Pourtant, en vertu du droit européen, la BNP n'a commis aucune faute. La banque n'est censée respecter que les droits français et européens, ce qu'elle a fait si on en croit Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France.

Les autorités américaines poursuivent les négociations avec BNP Paribas. Devant les réticences de la banque à payer les 10 milliards de dollars exigés, les États-Unis haussent le ton et parlent à présent de 16 milliards, ce qui serait un record. Les négociations porteraient également sur la responsabilité personnelle des banquiers ayant participé aux opérations incriminées. Une dizaine de personnes pourraient ainsi être condamnées à des peines pouvant aller jusqu'à cinq ans de prison. Plus gênant encore que l'amende, ce serait le retrait de la licence de la BNP aux États-Unis. Elle serait dès lors dans l'incapacité d'effectuer des transactions en dollars vers ou depuis les États-Unis. Cela remettrait en cause la place de la BNP comme acteur sur la scène financière internationale.

La BNP n'est pas la première banque européenne à être visée par les autorités américaines. Après le scandale des subprimes, une sorte de « vendetta » s'est organisée contre les organismes financiers européens.

En 2007, le peuple réclamait des sanctions contre le secteur bancaire, Barack Obama lui en a donné. La Lloyds fut ainsi condamnée en 2009, Barclays en 2010, HSBC en 2012 et cette année ce fut le Crédit Suisse qui dut faire face aux tribunaux américains. Toutes ces banques ont accepté de payer afin d'éviter le scandale mais aucune n'avait été mise dans la position de la BNP.

Cette dernière, pour payer les 16 milliards de dollars réclamés, pourrait devoir être recapitalisée. Le système bancaire européen est déstabilisé, les actions de la BNP sont en chute libre et les autres banques se montrent prudentes. Toutes attendent le verdict puisqu'en effet, elles pourraient bien être les suivantes sur la liste.

Les Américains s'insurgent contre l'immoralité des banques et le président Obama ne

dit rien. Plus encore, il demande au gouvernement français de ne pas s'en mêler et de laisser l'affaire entre les mains de la justice. Pourtant, laisser le pouvoir aux États-Unis de juger toute affaire impliquant le dollar, c'est leur donner le pouvoir de régir le monde. La monnaie américaine est devenue sans aucun doute une arme diplomatique. Le gouvernement Obama serait ainsi dans la mesure de régir le monde en ayant recours à des moyens de pression tels que l'embargo dont les États-Unis sont d'ailleurs friands. Ceci est sans aucun doute une tentative désespérée de reprendre le pouvoir face à la montée en puissance de la Chine qui supporte de plus en plus mal les diktats américains.

François Hollande sort alors le dernier argument dont il dispose pour faire pression sur la première puissance mondiale : le traité transatlantique.

Lors de la récente visite du président américain en France, il devait être question de l'affaire pourtant aucune évolution ne semble notable à ce jour. Toutes les négociations concernant cette affaire se déroulent dans le plus grand des secrets. Laurent Fabius précise malgré tout que les autorités américaines ont entendu le message.

L'accord transatlantique est donc remis en cause mais le gouvernement français saura-t-il rester ferme devant les pressions allemandes et américaines, l'avenir nous le dira.

**Yvonne RICHTOFFEN
& Charles GUÉMÉNÉ**

(1) Il n'est pas nécessaire d'être une société pétrolière pour acheter du pétrole.

royaliste
BIMENSUEL DIRECTEUR POLITIQUE BERTRAND RENOUVIN

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris
Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Yvan Aumont
Com. paritaire : 05 14 - G 84 801
ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

- P2 : BNP : Banques et finance - P3 : Gauche : Qui sont les assassins ? - L'Écho des blogs - P4 : Espagne : Une abdication réussie - P5 : Rivalités : Indochine - Grèves : SNCF - P6/7 : Espagne : Existe-t-il une nation espagnole ? - P8 : Économie politique : Les leçons du professeur Lordon - P9 : Idées : Du diable en politique - P10 : Jean Lebrun : Notre Chanel - Algérie : Une guerre, trois historiens - P11 - Mercredis de la NAR - Décès : François Guerry - Souscription - P12 : Éditorial

Qui sont les assassins ?

Devant le Conseil national du Parti socialiste, le 14 juin, Manuel Valls a déclaré que la gauche pouvait mourir. Erreur ! Elle est déjà morte. Et nous savons qui l'a tuée.

La réunion se tenait à huis clos mais le secret n'était pas sérieusement gardé. Il fallait que l'opinion publique sache que derrière les portes fermées à double tour se déroulait une tragédie digne de l'antique : l'irrésistible montée du Front national et « le risque de voir Marine Le Pen au second tour de la présidentielle » avec un pays qui peut se « défaire » et « se donner à Marine Le Pen » car, « oui, la gauche peut mourir. » Les commentateurs ont glosé sur la solennité de la mise en garde là où je vois filouterie, grandiloquence et aveuglement.

Le risque lepéniste au second tour ? C'est en fait la seule chance pour François Hollande de l'emporter car n'importe quel candidat de droite classique le battrait par simple phénomène de rejet. Telle est la filouterie.

La France qui se donne à Marine Le Pen ? C'est l'appel à la mobilisation antifasciste qui devrait permettre de rassembler la gauche, le centre et la droite modérée autour du sauveur qui arrivera, comme il se doit, tout casqué à l'arrière d'un scooter. Grandiloquence et pitrerie.

La Gauche qui peut mourir ? Elle est morte et nous tenons à jour, depuis trente ans, la liste de ceux qui l'ont saignée : Jacques Delors, Michel Rocard, Lionel Jospin, Dominique Strauss-Kahn, François Hollande et tant d'autres...

Je m'empresse d'ajouter Manuel Valls à cause de la phrase dont on a vanté la lucidité : « *Nous sentons bien que nous sommes arrivés au bout de quelque chose, au bout peut-être même d'un cycle historique pour notre parti.* » On peut en effet estimer que le Parti socialiste est un moribond qui peut se relever. En ce cas, il faut se « réinventer », comme dit le Premier ministre. Mais il est parfaitement absurde d'ajouter qu'il faut « *tenir bon* » sur les réformes (ultra-libérales) et sur « *les choix économiques qui sont les nôtres* » car « *prendre un autre chemin nous conduirait à l'échec* ». Autrement dit :

1) nous risquons de mourir, ce qui, pour un parti, est un échec ;

2) pour survivre, nous devons faire une révolution interne pour enclencher un nouveau cycle ;

3) cette révolution consiste à rester dans la logique qui a conduit la gauche à l'échec car si elle dévie de sa pente fatale elle ira à l'échec.

Une telle stratégie politique est démente mais la tactique politicienne est cohérente : quelle que soit l'ampleur de l'échec, Marine Le Pen sera là pour sauver la gauche en lui fournissant l'épouvantail antifasciste qui lui permettra de persévérer dans son non-être.

Nous sommes dans une partie de cartes, où seul le mort joue et gagne. Étrange, non ?

Sylvie FERNOY

Guerre civile en Ukraine

C'est une guerre civile qui déchire l'Ukraine. Le gouvernement de Kiev a décidé de mobiliser son armée, aviation, chars et troupes, pour mater ses opposants à l'Est du pays.

Pourtant, autant la répression des manifestants contre l'oligarchie présentés comme favorables à l'Union européenne au début de l'année à Kiev fut couverte par une condamnation unanime des médias français, autant les violences actuelles contre les opposants qualifiés de pro-russes (et probablement hostiles eux aussi aux oligarques) font l'objet de rares reportages.

Encore une fois ce sont des blogs qui brisent le silence. Sur celui de Jacques Sapir nous pouvons lire le 4 juin (1) : « *L'emploi par le gouvernement de Kiev de moyens militaires importants, hélicoptères de combat, avions à réaction qui ont bombardé la ville de Slaviansk le 2 juin (ce qui a été confirmé par l'OSCE), voire de lance-roquettes d'artillerie, est tout particulièrement à noter.* » L'indignation qui prévalait en Libye face aux exactions conduites par Kadhafi contre ses opposants, et qui servit à justifier l'intervention militaire française, s'est évanouie en Ukraine... Et Jacques Sapir de trouver la seule explication plausible « *La haine de tout ce qui est russe et vient de Russie aveugle une partie de la presse et des intellectuels en France.* »

Emmanuel Todd fait également l'analyse concluant à l'amorce d'une guerre civile (2). Il pointe les responsabilités du bloc occidental, soulignant ses errances : « *les États-Unis ont réactivé l'Otan et leurs réseaux européens. Mais ils ne semblent maintenant dépassés par les événements [...] la partie d'échecs ukrainienne consacre sans doute la faillite de l'Europe nouvelle manière,*

celle du traité de Lisbonne. » L'aveuglement européiste et atlantiste d'une fraction dominante de l'élite française est éclairé par le débat qui opposa sur France-Culture Gabriel Robin et Régis Debray (3) à Brice Couturier. Le premier établit un constat qui rejoint celui de Todd « *cette politique étrangère inexistante est capable de faire de gros dégâts. Le cas typique est celui de l'Ukraine où nous avons laissé faire Bruxelles.* »

Depuis, et suite aux contacts directs établis par la présence de Poutine aux commémorations du 6 juin, un dialogue a débuté écrit *L'Humanité* du 14 juin. (4) Les sanctions, exclusions et menaces brandies comme des trophées de guerre par la presse il y quelques semaines sont aujourd'hui rangées. « *Les États-Unis ont également infléchi leur position. Si leur secrétaire d'État, John Kerry, a également appelé « à la fin immédiate » de l'opération militaire du gouvernement ukrainien, c'est surtout l'intégration de l'Ukraine à l'Otan, véritable ligne rouge pour les dirigeants russes, qui apparaît abandonnée.* » L'Ukraine est plongée dans un chaos profond et durable. Tant de morts pour en arriver là. Nos « éditocrates » aux ordres reconnaîtront-ils leur aveuglement eurolâtre et atlantiste ?

François ENNAT

(1) <http://russeurope.hypotheses.org/2344>

(2) http://www.herodote.net/L_Ukraine_et_la_tentation_de_la_guerre_-article-1469.php

(3) <https://www.google.fr/debray-robin-ukraine>

(4) <http://www.humanite.fr/ukraine-la-fin-de-la-guerre-civile-devient-elle-possible-544552>

Une abdication réussie

Juan Carlos I^{er}, en cédant le pouvoir à son fils, inscrit une fois de plus l'Espagne dans la normalité européenne, rappelant ainsi le compromis historique passé entre la monarchie et la démocratie.

L'annonce de l'abdication du roi Juan Carlos, au matin du 2 juin 2014, a constitué une belle surprise. Elle s'inscrit pourtant dans la plus parfaite normalité institutionnelle. L'âge, les scandales entourant les sombres affaires de son gendre, les forces centrifuges qui menacent l'unité du pays et la fin annoncée d'un bipartisme garant d'alternances politiques tranquilles en sont les causes les plus immédiates.

Dans un message à la nation, le roi en est parfaitement convenu. Sous le portrait de Philippe V, le premier Bourbon d'Espagne, il a ainsi introduit le règne de Felipe VI : « *Ces années difficiles nous ont permis de faire un bilan critique de nos erreurs et de nos limites comme société.* » Juan Carlos s'est résolu à passer le témoin à une nouvelle génération, comme il avait fallu le faire, il y aura bientôt quarante ans avec sa propre génération. « *Mon fils Felipe, héritier de la Couronne, incarne la stabilité, qui est la marque même de l'institution monarchique. Quand, au moins de janvier, j'ai fêté mes 76 ans, j'ai considéré que le moment était venu de préparer en quelques mois la relève pour laisser là celui que se trouve dans de bien meilleures conditions que moi pour assurer cette stabilité.* »

Il n'en a pas fallu davantage pour que certains en appellent au référendum et à la fin de la monarchie. L'Espagne ne se réveillera pourtant pas

demain républicaine, n'en déplaise chez nous à quelques grands éditorialistes. Même si tout semblait annoncer que la succession devait se faire dans le bon ordre, et dans le strict respect des procédures prévues par la Constitution de 1978.

Un certain verbalisme républicain, un brin moralisateur, ne devrait pas avoir prise dans un pays où les sciences politiques et l'historiographie font justice à l'institution royale. José Luis Rodríguez Zapatero, l'ancien chef du gouvernement, l'a bien vite rappelé à la télévision en se faisant l'avocat d'un « *républicanisme civique* » qui prendrait, au-delà du sempiternel débat « *monarchie ou République* », « *une forme de gouvernement monarchique ou une forme de gouvernement républicain.* » (1) Les historiens savent, quant à eux, qu'il est bien difficile de séparer aujourd'hui le royalisme de l'esprit républicain.

L'historienne Isabelle Burdiel s'est récemment livrée, dans *El País* (du 14/06), à de sains rappels historiques. La monarchie constitutionnelle fut essentielle à la construction des États-nations, au sein desquels elle a pu « *s'adapter ou être adaptée* ». Les ruptures avec la monarchie

remontent, de fait, à la Première Guerre mondiale et aux années 1930 « *quand le problème n'était pas la construction de l'État-nation libéral, mais plutôt la manière de permettre l'accès des masses à la vie politique (...). Les monarchies qui purent alors survivre furent celles qui résistèrent à la tentation autoritaire et évoluèrent pour s'adapter à la démocratie.* »

Nous n'en sommes bien sûr aujourd'hui plus là. L'abdication qui vient d'avoir lieu à Madrid, même si elle émeut les descendants et les héritiers politiques des républicains espagnols, n'est pas le signe d'un bouleversement. C'est une preuve supplémentaire de la consolidation de l'institution royale, une leçon que Juan

Carlos a voulu asséner. Son abdication n'est pas celle de son grand-père Alphonse XIII, qui prenait le chemin de l'exil en 1931 pour avoir eu la faiblesse, en 1923, de céder le pouvoir à une dictature militaire.

Le vote de la loi d'abdication, par le Parlement a été une autre démonstration. On s'est un peu inquiété de la manière dont on l'adopterait. La procédure d'urgence a permis d'adopter ce texte très court, comprenant seulement deux articles : **le pre-**

mier constatant que le roi « *abdique [de] la couronne d'Espagne* » ; **le second** fixant sa date d'entrée en vigueur au 19 juin. Et, contrairement à ce qui était annoncé, seulement deux députés du PSOE ont refusé de le voter. Et c'est à 87 % des voix que les Cortés l'ont adoptée, au cours d'un vote solennel où chacun devait pourtant se lever pour clamer *si* ou *no*. Le régime parlementaire espagnol accepte le roi « *arbitre et modérateur* », selon la lettre de la Constitution. Juan Carlos, par son geste, suivait de quelques mois la reine Béatrix des Pays-Bas et le roi Albert II des Belges.

Les quelques autres incertitudes étaient d'un ordre tout à fait mineur, touchant tout d'abord au déroulement de la cérémonie de proclamation du roi Felipe VI. Ayant lieu devant les *Cortés générales*, c'est-à-dire l'assemblée des députés et des sénateurs, il la fallait sans pompe - crise économique oblige -, mais tout de même solennelle. Ensuite, ancrée dans son temps : contrairement à celle de 1975, elle ne devait faire aucun référence à Dieu ou aux Saintes Écritures, aucun crucifix n'étant disposé à côté de la couronne et du sceptre. Pas de messe ensuite, non plus.

Le statut des souverains « sortants » doit aussi faire l'objet de quelques arbitrages. On sait qu'ils garderont les titres de « roi » et « reine ». Mais le débat porte encore sur le fait de savoir si Juan Carlos bénéficiera d'un statut particulier et s'il continuera à toucher une solde. Une loi de 1981 fixe déjà le sort des autres membres de la « famille du roi » qu'il faut désormais distinguer de la « famille royale » - réduite aux anciens souverains, aux nouveaux et aux enfants de ceux-ci. Les infantes Cristina et Élena devraient perdre leur prédictat d'Altesse Royales et leurs traitements. L'infante Léonor, nouvelle héritière du trône, est la nouvelle princesse des Asturies. En monarchie, il n'y a pas de vide du pouvoir.

Christophe BARRET

(1) Le 3 juin 2014, dans « *Al rojo vivo* » de la chaîne La Sexta.



Indochine

Il y a soixante ans la France évacuait le Tonkin. Nulle part sans doute sur la surface de la planète elle n'est aujourd'hui plus absente que dans l'ex-Indochine.

Commémoration pour commémoration, on a peu entendu la mémoire de Diên Biên Phu tombé le 7 mai 1954 (avec plus de dix mille morts côté français et autant côté Viêt-minh) soldé par les accords de Genève du 20 juillet 1954, fin de la guerre d'Indochine et début de la guerre du Viêt-Nam ! Depuis la fin de celle-ci, il y a quarante ans, les trois territoires de l'ancienne Indochine sont toujours sous un régime communiste, la Thaïlande et la Birmanie sous un régime militaire. Sous des formes certes renouvelées, cette région du Sud-est asiatique demeure l'enjeu d'une lutte d'influence entre la Chine et les États-Unis, sur mer et sur terre.

Les incidents autour des îlots de la mer de Chine méridionale, les Paracels entre Viêt-Nam et Chine, les Spratly entre Chine, Philippines, Malaisie et Brunei, se sont multipliés. Si d'importantes ressources minérales et pétrolières sont à la clé, cette histoire maritime remonte en réalité à la fin de la Seconde Guerre mondiale.

La Chine y prétend à la suprématie sur la base d'une ligne dite des neuf traits qui partant de Taïwan suit les contours des Philippines, des émirats de Sabah, Brunei et Sarawak, remonte le long des côtes du Viêt-Nam jusqu'à la frontière chinoise. Datant de décembre 1947, sous le régime nationaliste, elle est une conclusion de la fin de la guerre avec le Japon.

Bien entendu elle est en contradiction avec les règles de délimitation des eaux adoptées dans la convention du droit de la mer en 1982 à Montego Bay que la Chine a ratifiée en 1996 (et non les États-Unis). Les Philippines ont eu l'audace de saisir du différend la Cour Internationale de Justice, suprême affront qui ne leur sera jamais pardonné.

Personne ne peut obliger la Chine à perdre la face publiquement. La lutte est donc ouverte. Les États-Unis ont pris parti contre la Chine au nom de la liberté des mers et du respect du droit international, mais surtout pour gagner en influence dans la lutte pour le contrôle de la péninsule indochinoise.

Le plus important trafic maritime au monde passe actuellement par Singapour et le détroit de Malacca pour déboucher sur la mer de Chine méridionale. Pour des raisons différentes, tant les Chinois que les Indochinois et les Thaïs sont à la recherche d'une voie de contournement terrestre qui leur donnerait un accès direct sur le golfe du Bengale, prioritairement à travers la Birmanie. Tokyo, dans son bras de fer avec Pékin, a bien compris l'intérêt de la zone. Les investissements japonais y dépassent ceux des Chinois. Néanmoins les nations du Sud-est asiatique présentent tellement de faiblesses internes qu'elles ne sont capables ni de constituer le front anti-chinois rêvé par certains Américains, ni de résister à l'art subtil de la guerre du pouvoir chinois.

Le parti communiste vietnamien, un archaïsme au standard chinois, n'a rien de sa flexibilité ni sa redoutable efficacité économique. Le Cambodge, qui continue de pleurer son roi Norodom Sihanouk, est paralysé entre deux forces politiques quasi à égalité. Même situation complexe en Thaïlande dans l'attente de la mort de son roi iconique dans une totale impasse politique temporairement arbitrée par l'armée. La Birmanie à l'inverse a entrepris une sortie progressive du régime militaire mais sans pour le moment réussir à surmonter son problème de minorités. La Malaisie a démontré la faiblesse de son gouvernement humilié dans l'affaire non élucidée de la disparition du vol Kuala Lumpur-Pékin.

Certains se jetteraient volontiers dans les bras des Américains, avec les Philippines et les Japonais, mais se méfient de l'appétit véritable de Barack Obama pour en découdre. D'autres seraient en faveur d'une « désaméricanisation » mais sans vouloir se soumettre pour autant à une hégémonie chinoise ou bien songeraient à jouer des deux camps comme au temps de la guerre froide. Dans ces calculs, l'Europe n'apparaît nulle part.

Et la France, qui a perdu l'Indochine il y a soixante ans, délaisse ses possessions pacifiques et son espace maritime.

Yves LA MARCK

SNCF

Grève à la SNCF. Publiques ou privées, les télévisions se consacrent aux usagers « pris en otage » et plus spécialement aux lycéens. C'est là un aspect de la réalité, mais il est tellement développé que les raisons de la grève menée par la CGT et Sud-Rail passent à l'arrière-plan.

Pourtant cette grève était prévisible. Il suffit de relire l'article que Yann Kergloff avait consacré à la réforme de la SNCF dans le n° 1025 de *Royaliste* en décembre dernier :

« Il est encore trop tôt pour se faire une idée précise de la loi qui sera votée au printemps prochain pour entrer en vigueur en 2015, même s'il est clair que l'on ne se dirige pas vraiment vers un choc de simplification ! Avec trois EPIC juridiquement distincts, les processus de contractualisation et les litiges ne pourront se développer que de façon exponentielle. Et il est déjà acquis également que si cette réforme, inspirée du modèle allemand de la DB, cherche à sauvegarder l'idée d'un groupe public ferroviaire français, elle inscrit clairement ce groupe dans un schéma concurrentiel ardemment souhaité par les instances européennes et qui n'est nullement remis en cause. Cela étant, pouvions-nous vraiment attendre autre chose d'un gouvernement qui n'est manifestement pas décidé à renverser la table communautaire ? »

Comme le gouvernement ne veut pas s'opposer à la logique concurrentielle, il cherche à obtenir une défaite rapide et définitive des syndicats. C'est ça, le hollandisme.

Annette DELRANC

Existe-t-il une nation espagnole ?

Ancien élève de l'École normale supérieure et agrégé d'histoire, Benoît Pellistrandi a été directeur des études à la Casa de Velasquez de 1997 à 2005 avant de revenir enseigner à Paris.

Royaliste : Existe-t-il une nation espagnole ?

Benoît Pellistrandi : S'interroger sur l'existence de la nation espagnole est une manière de biaiser le débat au regard de la contemporanéité. Je m'explique : au XIX^e siècle, la question n'a pas de sens parce que la réponse va de soi. Nulle équivoque ni en Espagne ni en Europe sur l'existence d'une nation espagnole.

Au-delà des témoignages littéraires, au-delà des politiques étatiques d'uniformisation culturelle, des politiques de modernisation et de centralisation de l'administration se développent dans une dynamique de politisation (suffrage censitaire, puis universel en 1868, retour au censitaire en 1876 et suffrage universel masculin en 1890). C'est ce qu'on peut appeler la construction de l'État libéral (création des provinces en 1833 par Javier de Burgos). Elle passe aussi par la modernisation des structures économiques qui accompagne la révolution industrielle (on peut penser à la construction du réseau de chemin de fer qui, répliquant les grands axes de communication, donne naissance à un réseau centré sur Madrid). Une imitation française est décelable... elle demeure encore sensible.

La construction d'une nation libérale espagnole est donc en marche tout au long du XIX^e siècle.

Royaliste : Peut-on parler d'un échec de cette construction ?

Benoît Pellistrandi : Nous entrons là dans l'exploration du XX^e siècle espagnol ou plutôt de ses conditionnements. Et il faut procéder par ordre.

Commençons par les événements politiques et la crise coloniale de 1898 qui devient une crise d'identité. La fin de la vocation coloniale de l'Espagne - à laquelle met fin une puissance émergente, les États-Unis - ouvre la voie à une littérature de la déploration et de la décadence. C'est que l'historien Pedro Laín Entralgo appellera « la génération de 1898 », reprenant une expression forgée dès 1914 par Azorín. Une obsession prend forme autour du « problème de l'Espagne », autour de ce que le Premier ministre Lord Salisbury s'est mis à appeler une *dying nation*. Sont convoquées pêle-mêle son histoire, sa caractérologie, ses passions pour dessiner un État mal formé et fragilisé. Les passions politiques traversent ce débat qui embrasse tout le premier tiers du siècle. La littérature dite régénérationniste couvre un spectre d'opinions

qui va de la réforme socialiste à la tentation autoritaire du « chirurgien de fer ». Or, ces thèmes se nourrissent aussi de l'actualité internationale : après la guerre de 1914-1918, la montée des fascismes - qui a commencé en Italie, une nation méditerranéenne - inspire des Espagnols. La lutte contre le bolchevisme entre dans le débat politique... Là encore, l'Espagne participe d'une histoire européenne.

Mais, depuis les années 1880-1890, de nouveaux thèmes sont apparus : le catalanisme politique et le nationalisme basque. Nés d'une double collision entre des intérêts économiques divergents de ceux du centre espagnol (le protectionnisme contre le libre-échange) et d'une réorientation de ceux-ci à la suite de la perte des débouchés cubains et coloniaux, et entre des manifestations culturelles qui se pensent en opposition à une nation centralisatrice, les nationalismes *périphériques* vont construire des propositions de reconfiguration de l'Espagne au moment même où celle-ci traverse des crises de plus en plus fortes. Le point culminant de cette situation de crise se trouve entre 1917 et 1923. Les grèves générales disent le poids nouveau du prolétariat industriel tandis que les questions

agraires continuent de mettre en avant la pauvreté du prolétariat agricole. Les mouvements militaires traduisent les malaises d'une institution écartelée entre une ambition coloniale qu'elle remplit plutôt mal (Annual en 1921) et une action intérieure au service du maintien de l'ordre. En septembre 1923, le général Primo de Rivera, par un « pronunciamiento », renverse l'ordre constitutionnel et entreprend une « thérapie de choc ».

Royaliste : Cette thérapie fut-elle fasciste ?

Benoît Pellistrandi : Le débat reste ouvert... Elle fut nationaliste.

Pour empêcher tout retour en arrière et parce qu'il pense être le chirurgien de l'Espagne, Primo de Rivera embrasse le projet de moderniser le pays. Il se dote tout d'abord d'un bras politique, l'*Union Patriotique*, à partir d'avril 1924 et d'une garde prétorienne, le *Somaten*. Son slogan *Religion, Patrie et Monarchie* exalte des valeurs historiques plus qu'il ne présente des projets d'avenir, trahissant peut-être ici une ambiguïté fondamentale du régime.

Le pouvoir défend par ailleurs une politique centralisatrice. En 1924, il interdit l'usage de la langue et du drapeau catalans dans les cérémonies officielles. En 1925, il met fin au régime de la *Mancomunidad*, cette institution catalane créée en 1914 qui esquissait un début d'autonomie régionale. L'obsession de l'unité se situe au cœur de

sa pensée, exprimant un nationalisme primitif. Il fige la représentation de l'Espagne dans une sorte d'uniformité folklorique. Il accentue les tensions entre le centre et les périphéries créant ainsi une structure du débat politique et affectif espagnol. Il échoue, ouvrant la voie à une autre proposition qui sera celle de la République.

Royaliste : Quel est le contenu de cette proposition ?

Benoît Pellistrand : La Seconde République tente, à la lumière de l'exemple français, de réaliser la « Révolution française » en Espagne : elle se propose de séparer l'Église de l'État, de décentraliser (statuts de la Catalogne de 1932 et du Pays basque de 1936), de réformer l'armée et de procéder à une réforme agraire. Pour le sujet qui nous intéresse plus précisément, les deux premiers axes de réforme sont décisifs. Attaquer les privilèges de l'Église c'est proposer une autre lecture de la Nation espagnole que celle qui consiste à subordonner la nationalité espagnole au catholicisme et à l'orthodoxie. Accepter la pluralité des Espagnes c'est proposer une autre compréhension de la réalité espagnole.

La guerre civile doit donc se lire à la fois à la lumière d'une vie politique heurtée et violente - elle serait donc une sorte de dérapage non contrôlé - mais aussi à celle des failles systémiques, des fractures essentielles qui divisent les Espagnols entre eux. L'une de ces failles est bien la conception de la nation espagnole.

La guerre est un affrontement entre deux Espagnes qui s'excluent mutuellement. Elle est aussi, pour les nationalistes, une défense de l'hispanité contre les tendances internationalistes du bolchévisme et du socialisme. Espagne et anti-Espagne deviennent des catégories opératoires... et elles le resteront pendant presque tout le franquisme. Le bilan humain de celle-ci - autour de 300 000 victimes dont 170 000 combattants et 130 000 civils - doit être augmenté des victimes de la répression franquiste après 1939.

Les historiens débattent encore d'un chiffre qui oscille entre 25 et 200 000. Un consensus se dessine autour de 50 000 morts. L'enjeu de la question n'est pas uniquement quantitatif. Il dit bien l'implacable volonté de vengeance qui anima le régime quasiment jusqu'à la fin.

Royaliste : Peut-on parler d'un totalitarisme ?

Benoît Pellistrand : La question dépasse les discussions techniques qui voient la période fasciste du régime entre 1937 et 1945 comme l'époque pleinement totalitaire du régime. Il y a une dimension symbolique et discursive qui a fait ressentir le régime comme totalitaire par tous ceux qui avaient lutté contre les nationalistes. Franco n'avait-il pas, dans un entretien à un journaliste américain en 1937, concédé que si, pour gagner, il lui fallait fusiller la moitié de l'Espagne, il le ferait ? L'exclusion des « autres Espagne(s) » qu'elles soient politiques, culturelles ou régionales est la raison pour laquelle le régime peut être qualifié de totalitaire. Cette attitude implacable est aux origines des crispations qui continuent de parcourir les mentalités espagnoles.

Royaliste : Comment s'institue la démocratie espagnole ?

Benoît Pellistrand : 1) Il a fallu d'abord démocratiser, c'est-à-dire démanteler le franquisme sans courir le risque de la reprise de la guerre civile. C'est ce qu'avait compris le roi Juan Carlos et son Premier ministre Adolfo Suárez, mais aussi la quasi-totalité de la classe politique espagnole qui a démontré là que la politique peut être un exercice utile d'intelligence collective.

2) Démocratiser cela voulait dire aussi décentraliser. Ce fut la transaction entre Adolfo Suárez et les nationalistes catalans. Mais pour faire accepter ce retour au schéma de la Seconde République - nous ne sommes qu'en 1977 - on inventa la fiction d'une Espagne des Autonomies. Mais cette fiction - « el café para todos » selon la fameuse expression



de Jordi Pujol - devient réalité. L'Espagne d'aujourd'hui c'est dix-sept régions autonomes... Plus grave encore, les compétences en matière d'éducation furent partiellement cédées aux gouvernements régionaux - un choix que n'avait pas fait la République en 1932, bonne jacobine qu'elle était !

Or, que se passe-t-il aujourd'hui en Catalogne ? On voit sous nos yeux le résultat d'un processus de construction nationale par l'instruction. Rien d'étonnant à ce que l'offensive indépendantiste se développe maintenant quand toute une génération de jeunes adultes a été instruite dans le culte de la culture catalane. En outre, il existe dix-huit scènes politiques espagnoles : dix-sept régionales et une nationale. Et à partir de là des combinaisons multiples, des comportements électoraux distincts, des enjeux divergents ou convergents (c'est selon...) et donc une indéniable diffraction du caractère national du débat démocratique.

3) Démocratiser cela voulait dire aussi devenir progressiste. Après les presque quarante ans de dictature réactionnaire, l'Espagne a embrassé avec passion l'idéal progressiste. Cela se voit dans l'éclosion des sciences humaines et sociales et l'explosion des effectifs universitaires,

dans le renouveau culturel qui non seulement ose mais revendique la transgression, dans la sécularisation d'une société qui semble s'abandonner aux délices et aux corruptions de la société de consommation.

4) Démocratiser cela voulait aussi dire transiger. La transition s'est faite sur des choix et des pactes de raison. Le premier objet de ce pacte fut double : confiance à la Couronne et promesse de démocratisation. La Couronne avait tenu parole et elle le confirmera de manière éclatante dans la nuit du 23 au 24 février 1981. Le second objet fut celui d'un pardon politique : ce fut l'amnistie de 1977. Or ces transactions sont aujourd'hui remises en cause. On les accuse d'être aux origines des défauts de la démocratie espagnole. Certains estiment que la culture franquiste l'a ainsi emportée - on le verrait notamment dans la place de l'Église dans la société - mais aussi dans la forme monarchique du pays ou encore son unité !

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Benoît Pellistrand - « *Histoire de l'Espagne - Des guerres napoléoniennes à nos jours* », Éd. Perrin, octobre 2013, 640 pages, prix franco : 27 €.

Les leçons du professeur Lordon

L'un des plus remarquables représentants du courant hétérodoxe ne se contente pas de pulvériser l'idéologie européiste et son invention monétaire. Le programme de libération qu'il présente est construit sur la souveraineté populaire et la réalité politique nationale.

Le choc des théories et des prescriptions contradictoires donne le tournis. Alors, quand on n'est pas du métier, pourquoi faire référence à tel économiste plutôt qu'à tel autre ? Deux critères me paraissent primordiaux : le chercheur a le sens des limites de sa discipline ; son travail intègre une réflexion sur la philosophie, les institutions et la décision politiques.

Jacques Sapir fait pour nous référence parce qu'il affirme après Keynes que l'économie est une théorie de l'incertitude et nous suivons avec attention ce qu'il est en train de publier sur la souveraineté et la légitimité. (1)

Frédéric Lordon est sur la même ligne lorsqu'il écrit cette phrase à graver dans le marbre : « *La science économique n'existe pas. Il n'y a que de l'économie politique.* » Et le sérieux de ses analyses procède d'une amitié pour Spinoza qui donne à ses ouvrages un poids impressionnant (2) et fait de *La Malfaçon* (3) un traité théorique et pratique de première importance.

Je n'insiste pas ici sur les pages que le professeur Lordon consacre à l'ineptie théorique et à la malfaisance pratique de l'euro mais sur l'abandon de la monnaie unique et le retour aux monnaies nationales

dans un système de monnaie commune, nos lecteurs pourront faire d'utiles révisions. La leçon donnée à la gauche critique (*Économistes attérés*, Attac, Front de gauche) devrait quant à elle être méditée par ses chefs, qui pleurent sur leurs défaites face au Front national sans en comprendre les raisons. Dans l'attente de l'*Europe sociale*, l'européisme de gauche défend des solutions monétaires « coopératives » sans prendre en compte la violence des déflations salariales imposées par l'euro et recycle son vieil internationalisme dans la mondialisation sans voir que son économicisme détruit toutes les autres formes de coopération internationale.

La critique lordonnienne de l'Union européenne s'adresse à toutes les catégories de dévots et pointe l'essentiel : c'est une construction sans peuple, qui est agencée par des forces extra-politiques (marchés, technocrates) qui fabriquent sous couvert de traités des règles constitutionnelles dont le caractère antisocial, antinational et somme toute antipolitique est devenu manifeste. Dans cette anti-histoire, le jeu allemand est finement analysé. L'Union européenne n'a pas de politique, mais l'Allemagne agit selon une stratégie dictée par des croyances monétaires inscrites dans des règles qui donnent

aux créanciers le droit de tout régenter : la règle de l'équilibre budgétaire garantit que les États ne feront pas défaut et qu'ils ne changeront pas de politique à la suite des élections.

La contrainte est d'autant plus forte que l'Allemagne a voulu que les marchés internationaux de capitaux aient toute liberté d'agir comme « *instance disciplinaire des politiques économiques nationales.* » L'Allemagne exerce sa domination sur l'Union européenne mais elle refuse d'exercer ses responsabilités monétaires internationales qui devraient la conduire à accepter un moindre excédent ou un déficit commercial pour stimuler l'activité économique de l'ensemble de la zone euro mark et qui devrait la conduire à fournir, par le biais de la Banque centrale européenne, toute la monnaie nécessaire. D'où une contradiction insurmontable dans cet impérialisme qui refuse de se déployer comme tel.

Selon Frédéric Lordon, « *l'Allemagne domine, mais de la pire des façons, parce que sa domination, en première instance, n'est pas le produit d'une volonté de puissance, mais d'un apeurement incoercible, voué à prendre la forme d'une poursuite aveugle, sans projet et dénué de tout discernement.* » Mieux vaudrait que l'Allemagne s'assume en tant que telle, avec ses fantasmes monétaires et son or-

dolibéralisme, et coopère avec des partenaires qui ont besoin, quant à eux, de dévaluer leur monnaie, de faire du déficit budgétaire et de l'inflation... et d'effacer leurs dettes par les moyens qui leur conviendront.

Il n'y a pas de politique européenne ni de peuple européen, mais des intérêts nationaux que l'on peut composer dans un internationalisme étranger aux représentations datées et discréditées de l'*internationalisme prolétarien*. L'Europe est à repenser selon ses nations constitutives, ce qui suppose que l'idée et la dynamique nationales soient arrachées au nationalisme xénophobe. La nation, c'est bien entendu de l'histoire et du droit, mais il ne faut pas oublier sa réalité affective et effective qui s'exprime de manière toute concrète et quotidienne : les riches parisiens ne récusent pas les crédits alloués à la Creuse et le sentiment d'appartenance nationale, qui inspire tant de belles pages, se concrétise dans le paiement de ses impôts. Les nationalistes dénoncent des travailleurs immigrés qui sont autant de contribuables mais oublient les bourgeois qui s'exilent en Belgique ou en Suisse...

En relation avec l'État et la nation, la question de la souveraineté populaire est examinée avec beaucoup de soin, à la lumière de Spinoza et selon nos urgences. Pour Frédéric Lordon, la solution nationale est possible dans notre pays, car « *les structures institutionnelles et symboliques de la souveraineté y sont armées et immédiatement disponibles...* » Ce point est, à tous égards, décisif.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. les analyses publiées récemment sur <http://russeurope.hypotheses.org/>

(2) Frédéric Lordon – « *Capitalisme, désir et servitude, Marx et Spinoza* », La Fabrique, 2010, prix franco : 12 €.

(3) Frédéric Lordon – « *La Malfaçon, Monnaie européenne et souveraineté démocratique* », Les liens qui libèrent, 2014, prix franco : 20,50 €.

Du diable en politique

Jean-Marie Le Pen est-il le diable ? Oui, grâce au ciel ! Et si par malédiction, il advenait qu'il n'apparaisse plus comme tel, la catastrophe fondrait sur nous. Par chance, le naturel réapparaît au gré de la première métaphore venue ou du jeu de mot jailli d'un humour douteux. Et tout rentre dans l'ordre. Le diable est bien le diable, et on peut l'enfermer dans sa cage, au vu et au su universels. Mais l'intéressé n'est nullement dupe du jeu qu'il a lui-même initié. Ainsi que le remarque Pierre-André Taguieff : « Prendre la posture du diabolisé et la mettre en scène, c'est se présenter glorieusement comme une victime injustement accusée et comme un héros, un « résistant ». Bref, le fait d'être traité comme une figure du diable devient une preuve qu'on est le contraire du diable. La diabolisation se retourne en mode de transfiguration. La mauvaise réputation s'avère bonne pour la réputation, et se traduit par l'acquisition d'un prestige, donc d'un capital d'autorité charismatique. » En démontant « l'anti-lepénisme ordinaire », comme il avait démonté l'antiracisme dans un essai mémorable en 1988, Pierre-André Taguieff a pris des risques sérieux. Ne se montrerait-il pas complice de Marine Le Pen, dont tout le projet, depuis son accession à la tête du Front national, a été de dédiaboliser son mouvement, pour accéder à une nouvelle phase stratégique, dont les récentes élections municipales et européennes ont montré la pertinence ?

Pourtant, Taguieff a achevé la rédaction de son dernier livre avant les européennes, dans la foulée des municipales. Il n'a pu tenir compte du tout dernier épisode qui a vu le père et la fille s'opposer spectaculairement à propos de la diabolisation. Marine ne peut plus supporter le moindre dérapage de Jean-Marie, et elle est disposée à l'épreuve de force avec le vieux chef, dès lors que sa ligne de conduite est en cause, avec l'argumentaire *sui generis* qui l'accompagne. On pourrait en conclure que la déconstruction du discours diabolisateur est désormais sans objet, puisque l'héritière a répudié définitivement le machiavélisme paternel. Mais la réaction médiatique, comme toujours surdimensionnée, à la saillie de l'incorrigible gaffeur, prouve que non. Il suffit de lire *Le Monde* pour s'en persuader. Le très funeste effet de sens sur la journée est accueilli comme une véritable bénédiction par l'éditorialiste qui se félicite que le Front national retrouve ainsi son vrai visage, son identité native dont aucun aggiornamento ne saurait le débarrasser. Et dans la foulée, le cher Jean Birnbaum, de sa tribune du supplément littéraire, sermonne Taguieff avec conviction : « Comment ce républicain de tradition en est-il venu à accabler de ses sarcasmes les femmes et les hommes exprimant leur peur de l'intolérance et de la violence ? Comment cet homme à la mémoire longue s'est-il mis à prêcher l'oubli, au prétexte que le ressaisissement du passé « encombre » notre conscience ? Comment ce fin politologue a-t-il bientôt déployé ses trésors de rhétorique pour convaincre que le Front national avait radicalement changé, et qu'il n'y avait plus de fascistes en France, que dans la tête des antifascistes ? »

On ne peut pas être plus clair dans l'affirmation. Il n'y a d'analyse possible du phénomène frontiste que grâce aux coordonnées de la filiation fascisante et de ce que Léo Strauss appelait la *reductio ad hitlerum*. Toute tentative de discussion avec l'adversaire, selon les procédures d'une discussion rationnelle, serait criminelle, parce qu'elle occulterait le carac-

tère hors norme d'une entreprise criminelle par principe et dont les apparences trompeuses cachent à tout coup les intentions souterraines méphitiques. Il est vrai que le désaccord de Taguieff avec la propagande anti-Front national diffusé dans une énorme littérature, est patent. De ce point de vue, on peut lui faire confiance. Il a tout lu, tout répertorié, tout analysé au-delà du possible. Et les résultats de sa recherche sont accablants. « *Les premières publications anti-FN, d'inspiration principalement trotskiste, illustraient clairement la vision policière de l'histoire, telle que le néo-antifascisme contemporain l'a fait renaître. Il faut ajouter aux journalistes et aux militants délateurs les pseudos experts qui sévissent dans les médias : utilisés comme informateurs ou documentalistes par des journalistes pressés, ils sont gratifiés en retour par ces derniers du titre d'« expert » ou de « spécialiste », voire de « chercheurs » et en tant que tels, régulièrement interviewés.* » C'est lorsque l'intention scientifique est la plus proclamée que l'inspiration idéologique est la plus patente : « *C'est le cas de nombreux travaux universitaires, du mémoire de master à la thèse de doctorat, qui oscille entre la simple médiocrité jargonneuse et l'escroquerie intellectuelle.* » Sous-jacente à toute cette production, une vision « conspirationniste » de la politique.

La sévérité d'un tel constat donnerait-elle prise au soupçon d'une complicité avec l'ennemi ? Sans aucun doute pour certains. Mais pas plus que l'analyse des chausse-trappes de l'anti-racisme n'était susceptible de réhabiliter le racisme, la lucidité à propos du phénomène anti-lepénisme ne saurait servir la seule cause de la famille Le Pen. Nul doute qu'une telle acribie ne produise un sérieux bouleversement dans le champ de la réflexion politique, mais ça ne peut être qu'à l'avantage de la lucidité et d'un réexamen approfondi des concepts philosophiques et des données historiques. Assimiler le Front national au fascisme pur et dur, c'est montrer que l'on n'a aucune culture sérieuse dans ce domaine et que l'on participe d'un déterminisme pulsionnel et émotif, apte à diffuser les plus étranges fantasmes. J'ai, de mes oreilles, entendu, sur une chaîne de radio officielle, une brave personne déclarer que si Le Pen était élu à la présidentielle, le camp d'Auschwitz serait rouvert dans la foulée, sans qu'aucune voix autorisée vienne la contredire. Bien sûr, ce genre de propos s'explique par la passion des circonstances, mais il s'insère dans le cours d'une pente idéologique. Il n'est que le symptôme d'un imaginaire qui fonctionne en symbiose avec une rhétorique politicienne intéressée.

Reste à resituer exactement le Front national dans l'histoire des idées et la tradition politique française, après qu'ait été ainsi récusée la classification polémique en cours. Pour Taguieff, « *il est historiquement faux de situer à droite ou de dire de droite le racisme et l'antisémitisme comme configurations idéologiques modernes, dont la formation et le développement doivent beaucoup à l'idéologie des Lumières, au scientisme et au matérialisme, ainsi qu'à l'anti-capitalisme gnostique et à la pensée socialiste.* » C'est qu'il faut se faire à l'idée que l'ancrage voulu par Marine Le Pen dans la République n'est nullement anodin et porte des conséquences qui n'ont pas fini de se déployer : « *Le FN s'est banalisé en même temps qu'il s'est « nationalisé » en se transformant en un phénomène vraiment national, s'étendant sur tout le territoire français.* » En s'intégrant, ne se notabiliserait-il pas et ne poursuivrait-il pas sa naturalisation dans l'espace dit républicain ? Certes, bien d'autres questions se posent, bien des énigmes ne sont pas levées. Mais on ne saurait échapper à la réflexion qu'impose un phénomène qui oscille entre la véhémence du discours et la volonté de conquérir le pouvoir à travers la seule légalité institutionnelle.

Pierre-André Taguieff - « *Du diable en politique, Réflexions sur l'anti-lepénisme primaire* », CNRS éditions, mai 2014, 390 pages, prix franco : 22 €.



par Gérard LECLERC

Notre Chanel

Un livre de commande... bien particulière.

Le jeune esthète fêru de haute couture qui l'a passée, Bernard Costa, s'était lancé de 1988 à 90 dans une grande enquête sur la figure de la plus passionnante et controversée de la mode du XX^e siècle, Coco Chanel. Or Bernard avait aussi rendez-vous avec le sida qui l'emporta à trente-six ans. Celui qui l'a accompagné jusqu'au cœur du combat final est l'homme de radio dont nous avons souvent apprécié la liberté de ton et l'amitié, Jean Lebrun. (1) Se souvenant que Bernard, avant de s'éclipser, lui avait confié le destin de « notre livre », il a depuis « porté cet engagement comme l'escargot sa coquille », repris ses notes, et, sans prétendre rivaliser avec les travaux entre-temps publiés sur la grande aventure de Gabrielle Chanel, nous livre à présent le rapport de ces fouilles documentaires et de ces rencontres sous une forme impressionnante.

Il révèle que Chanel, à partir de son lot peu enviable de fille de forain aux appétits nomades, orpheline de mère confiée avec ses sœurs aux religieuses d'Aubazine près de Brive, en tira non seulement des repères esthétiques d'une sobriété inattendue mais une ténacité quasi sauvage dans le maniement des formes, des moyens et des gens.

Sa vie traverse le plus brillant et le plus pathétique du dernier siècle, du caf'conc' de Moulins où la coussette se pare en chantant du prénom de Coco, au « parainage » des hommes, Palasse, Balsan, Capel, qui l'accompagnera de Vichy à Pau et à Paris où débute sa première activité de modiste. En sillonnant la so-

ciété de l'époque, personnalités et événements, on aperçoit toujours Chanel, d'abord entretenue, puis rapidement et comme par vocation devenue mécène de talents qu'elle tente d'annexer à sa gloire personnelle : des ballets russes de Diaghilev au théâtre de Georges Bernstein, à la peinture du catalan Jean-Marie Sert, à Stravinski, à Reverdy, au duc de Westminster et au jeune cinéaste Robert Bresson, jusqu'aux zéniths puis déchirements des années 30 préluant à la guerre et à des turpitudes qu'on préférerait ignorer...

Témoignages et souvenirs assortis de portraits savoureux, comme celui de Boris Kochno ou du malfaisant Paul Iribé, et de notations d'écrivains qui, au tournant de l'événement, ont observé la fascinante ascension et les déboires de cette femme impérieusement secourable et génialement séductrice de proies en tous genres. Dire qu'en émane une sympathie sans bornes pour le personnage serait faux. Coco Chanel en ressort impossible, et terriblement instructive, révélatrice d'un siècle héroïque et pitoyable.

Ce livre puise sa force dans la souffrance qui, sous-jacente, irrigue la plume de Jean Lebrun : faute d'avoir pu sauver le frère menacé, faire que lui survive son ouvrage, œuvre commune. Il vient de recevoir, et c'est pleine justice, le Prix Goncourt de la biographie.

Luc de GOUSTINE

(1) « *Journaliste en campagne* », également chez Bleu autour, Royaliste février 2007.

Jean Lebrun – « *Notre Chanel* », Éd. Bleu autour, prix franco : 20 €.

Une guerre, trois historiens

Marc Ferro, Raoul Girardet et Pierre Vidal-Naquet épousent, durant dans la guerre d'Algérie, trois causes opposées. Leurs engagements d'historiens peuvent toutefois être rapprochés.

Les historiens Marc Ferro, Raoul Girardet et Pierre Vidal-Naquet épousent, au cours de la guerre d'Algérie des causes bien opposées. On le sait très bien pour au moins deux d'entre-eux... Un jeune chercheur, dans un essai qui se revendique de la ligne fixée par un Simon Epstein, pour qui il convient de lever l'hypothèque du déterminisme en matière d'histoire des idées, nous offre une étude comparée des trajectoires de ces trois intellectuels. Pour eux, l'analyse historique alliée à de fortes convictions personnelles constituent des fondements essentiels à l'action. Malgré leurs différences d'âge, les trois figures ont d'abord été influencées par les combats de la Résistance.

Raoul Girardet, l'aîné, ancien Camelot du roi et maréchaliste sort de la Seconde Guerre mondiale décoré de la Croix de Guerre. Marc Ferro, jeune résistant engagé sur le plateau du Vercors, perçoit toutes les tensions politiques liées à une résistance armée. Pierre Vidal-Naquet, de loin le plus jeune des trois, n'en est pas moins influencé par la période de l'Occupation, qui voit la déportation de sa mère et de son père. Ce dernier, engagé dans la Résistance, décoré après guerre de la médaille militaire à titre posthume, a eu le temps de lui raconter l'histoire de l'affaire Dreyfus, en particulier le rôle de Jean Jaurès historien qui publie *Les Preuves* afin de démasquer le vrai coupable. Dans son combat dans l'affaire Audin et contre la torture pratiquée par l'armée, Pierre Vidal-Naquet ancrera son action dans la suite de l'Affaire. Raoul Girardet, bien plus sou-

verra pas là un motif de rupture définitive avec son confrère. En 1962, dans un numéro de la toute jeune revue *Esprit*, Pierre Vidal-Naquet accepte en effet de publier le dossier constitué par ce partisan de l'Algérie française afin de dénoncer les tortures infligées par l'armée aux militants de l'OAS. Le premier, qui se considère comme un « permanent » de la lutte idéologique pour la cause de l'indépendance algérienne - notamment depuis la suspension de ses cours par le ministre Louis Joxe en 1961 -, avoue avoir ensuite toujours entretenu de très cordiales relations avec le second.

L'itinéraire de Marc Ferro est peut-être le plus méconnu des trois. Peut-être parce qu'il n'a pas, lui, au cours de sa carrière, consacré un grand travail à la guerre d'Algérie. Jeune professeur à Oran, de 1954 à 1956, il se trouve fortement impliqué dans le débat des idées. Il représente en fait une voie médiane. animateur du groupe *Fraternité algérienne*, il prône la co-souveraineté. En 1956, en particulier, il sort défait d'une rencontre avec Guy Mollet, alors en déplacement à Alger. Marc Ferro affirme par la suite ne pas avoir été désappointé par le « *Je vous ai compris* », la phrase du général de Gaulle ayant été accompagnée d'une promesse d'égalité civique qui permettait de fait de deviner quelle option allait l'emporter. Pour nos trois combattants intellectuels, l'édition fut une arme. Dans cette guerre-là, au moins, ils ne renoncèrent ni au dialogue ni à la cordialité.

Christophe BARRET

Cyril Garcia – « *Trois historiens face à la guerre d'Algérie* », Éd. L'Harmattan, 2014, 162 pages, prix franco : 16,50 €.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'*Abonné des Mercredis* annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredi 25 juin : Après avoir travaillé de 1993 à 2005 dans les marchés financiers, **Philippe MURER** est aujourd'hui professeur de finance vacataire à la Sorbonne. L'an dernier, il a rédigé avec Jacques Sapir une étude sur « *les scénarii de dissolution de l'euro* » et il vient de consacrer un ouvrage à **La transition énergétique**.

Le réchauffement climatique et la diminution rapide des réserves de pétrole conduit à poser la question du passage aux énergies renouvelables. Sont-elles, seront-elles moins chères ou plus chères que les énergies classiques ? Seront-elles suffisamment abondantes ? Peut-on les « stocker » pour pallier leur production intermittente ? Comment financer et réaliser concrètement ce programme et que peut-on en attendre quant à la création d'emplois ?

La transition énergétique a fait l'objet de plusieurs articles dans *Royaliste* et une discussion est en cours entre lecteurs. Philippe Murer nous permet de préciser les enjeux et les termes du débat.

François Guerry

Nous avons appris avec une grande tristesse la mort de François Guerry. Militant royaliste dès l'adolescence, François avait participé à la fondation de la Nouvelle Action royaliste.

Délégué de notre mouvement en Vendée, il avait été le suppléant de Luc de Goustine lors de sa candidature aux élections législatives de 1993, face à Philippe de Villiers.

Nous garderons le souvenir d'un ami enthousiaste, généreux et fraternel.

Communiquer avec la NAR

38, rue Sibuet
75012 Paris

Adresse électronique :

info@nouvelle-action-royaliste.fr

Sites Internet :

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

Tél. : 01 42 97 42 57

Souscription

Notre souscription pour l'année 2014 est lancée. Ci-dessous l'appel de Bertrand Renouvin. Merci de ce que vous pourrez faire. Il est aussi possible de souscrire sur notre site internet :

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Madame, Monsieur, chers amis,

C'est avec retard que nous lançons aujourd'hui notre souscription annuelle, qui nous permettra, grâce à la générosité de nos lecteurs et de nos amis, de combler notre déficit chronique et de poursuivre, par la publication de *Royaliste*, l'entreprise téméraire que nous avons démarrée il y a maintenant 43 ans. Téméraire certes, parce que dégager le royalisme des voies où il s'était fourvoyé, susciter l'intérêt pour la solution monarchique, concevoir, définir et défendre une royauté moderne, démocratique et res publicaine, semblait aux yeux des plus optimistes une tâche impossible. « *Vous ne tiendrez pas six mois* » nous déclarait-on ! Et pourtant cela dure encore...

Il est vrai que sans le soutien sans faille de nos lecteurs nous aurions disparu depuis longtemps. Grâce à une gestion rigoureuse, nous avons réduit nos coûts dans des proportions importantes en augmentant au maximum la charge des bénévoles. Il reste cependant à payer le loyer, l'impression du journal, le routage, après avoir supporté le surcroît de dépenses dues au déménagement.

Qu'on se rassure : notre endettement est léger. Il sera rapidement effacé.

Mais il nous faut aussi investir sans chercher - à la différence des entreprises ordinaires - la rentabilité. Nous voulons par exemple enregistrer en vidéo les conférences des Mercredis et les diffuser sur la Toile - ce qui suppose un matériel de qualité. Soyez certains que vos dons combleront quelques trous mais ne tomberont pas dans un gouffre d'endettement : ils permettront des progrès visibles dans la diffusion de nos idées.

Certaines sociétés de pensée ont un budget annuel d'un million d'euros. Nous, il nous faudra la somme de **25 000 euros** d'ici la fin de l'année pour équilibrer notre budget. Et c'est la raison de ce courrier.

Soyons clair : les résultats de notre souscription annuelle sont modestes, pour ne pas dire insuffisants.

Ce n'est pas un reproche : beaucoup de nos lecteurs appartiennent à des secteurs durement touchés par la crise et nous savons que le poids d'un abonnement, parfois augmenté de la cotisation mensuelle de l'adhérent à la NAR, est lourd, très lourd.

Il me faut cependant insister sur l'**urgence financière**.

Nous ne partons pas de zéro puisque les sommes recueillies depuis le mois d'octobre (environ 2 000 euros) seront comptabilisées pour cette souscription. Je sais que cet objectif ne sera pas facilement atteint. Et pourtant il est absolument nécessaire que nous réussissions. Je connais aussi les trésors de générosité de nos amis, votre attachement à notre journal et c'est pourquoi je suis confiant et vous remercie à l'avance de votre participation.

Bertrand RENOUVIN

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse internet :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (50 €) ☐ soutien (120 €)

Royaliste, 38, rue Sibuet 75012 Paris

Désastres à l'américaine

Après la chute de Fallouja en janvier, la prise de Mossoul et Tikrit à la mi-juin reporte tout à coup l'attention sur l'Irak. Il ne s'agit pas seulement d'une succession d'opérations djihadistes bien menées mais d'un soulèvement général des tribus sunnites marginalisées par les autorités de la capitale. Plus que le gouvernement irakien, ce sont les Américains qu'il faut accuser : ce sont eux qui ont fabriqué le système des communautés ethniques et confessionnelles aujourd'hui effondré.

Ce nouvel échec de la guerre à l'américaine et de la diplomatie des États-Unis devrait faire réfléchir les États nationaux qui s'abritent derrière l'Otan et les peuples ou les partis qui regardent avec sympathie les envoyés de Washington. Je sais que les mises en garde ne pèsent guère face à des agents qui utilisent sans le moindre scrupule l'intimidation et la corruption. Mais il faut tout de même rappeler aux jeunes générations, en Europe et ailleurs, les causes et les conséquences des échecs américains car il n'est pas impossible que de nouvelles élites décident, un jour ou l'autre, de refuser les voies prescrites par les États-Unis.

Il y a eu le Vietnam. À la suite d'une guerre mal comprise et mal conduite, en dépit des bombardements massifs et du recours aux armes chimiques, le Vietnam et le Cambodge ont été conquis par des communistes qui ont installé des dictatures ici implacables et là génocidaires.

Il y a eu, en 1999, la guerre d'agression contre le Kosovo. Au cours de cette prétendue « guerre morale », les frappes aériennes de l'Otan sur la Serbie

et le Monténégro n'ont pas permis d'unifier le pays et de régler les conflits entre ses habitants. Nul ne s'intéresse aux crimes commis par les extrémistes de l'UCK (1) et aux débris de projectiles à l'uranium appauvri qui provoquent et provoqueront d'innombrables cancers sur des terrains contaminés à jamais.

Il y a eu la guerre d'Irak entre 2003 et 2011. Menée sans l'ac-



cord des Nations unies, cette guerre a fait plus d'un million de morts et provoqué l'exil de deux millions d'Irakiens ; les États-Unis ont dépensé 4 000 milliards de dollars pour aboutir, onze ans plus tard, à une catastrophe sans fin prévisible.

Il y a eu la guerre de Libye. Menée par les néo-conservateurs français et britanniques avec l'accord et l'aide des Américains, elle a provoqué hors du mandat des Nations Unies la chute d'une dictature et laissé le pays s'engager dans un processus de décomposition qui menace les pays voisins.

Il y a la guerre d'Afghanistan. Elle va entrer dans une nouvelle phase après le retrait des

États-Unis, responsables depuis 2001 d'innombrables fautes politiques et stratégiques, de tortures et d'exécutions sommaires, et qui ont laissé se constituer un narco État miné par la corruption et largement reconquis par les Talibans.

Il y a la guerre civile en Syrie. Les Américains ont eu l'intelligence de ne pas bombarder Damas comme le souhaitent François Hollande et Laurent Fabius mués à leur tour en clones néo-conservateurs, mais ils ont laissé leurs alliés saoudiens et qataris appuyer les djihadistes.

Il y a la guerre civile en Ukraine. Encouragé et financé par les États-Unis, le mouvement insurrectionnel de l'ouest du pays aurait pu conduire à une transition démocratique. À Kiev, le coup d'État parlementaire du 22 février a durci les oppositions et provoqué des affrontements meurtriers. Tout cela pour arrimer l'Ukraine à l'Union européenne et lui faire intégrer l'Otan...

Ce n'est pas fini. L'Otan a ouvert une représentation à Tachkent le 16 mai et l'on s'inquiète des opérations de déstabilisation menées par des agents américains en Asie centrale pour contrer les Russes - au risque de faire exploser diverses poudrières.

Persuadés qu'on ne peut rien faire contre les États-Unis, les dirigeants français sont complices de ces manœuvres irréfléchies et criminogènes. Ils devraient prendre exemple sur la « petite » Slovaquie et sur la « petite » République tchèque, qui viennent de refuser le déploiement de troupes de l'Otan sur leur territoire. Il suffirait que la France réaffirme sa souveraineté pour qu'une autre politique soit possible, afin de contenir puis de refouler les boutefeux américains.

Bertrand RENOUVIN

(1) Cf. Jean-Arnault Dérens – « *Kosovo, un trou noir dans l'Europe : sur la piste de trafics d'organes* », Médiapart, 29 juillet 2012.